

Philippe Meirieu : « La classe est un lieu où l'on accède au commun »

Article tiré d'Alternatives économiques

Globalement, qu'a révélé la crise sanitaire dans le système éducatif français ?

Tout le monde a légitimement souligné que cette crise était un formidable révélateur des inégalités. C'est particulièrement vrai en matière éducative : les inégalités matérielles et sociales, linguistiques et culturelles, ont fait exploser le semblant d'unité du système. Et ceci jusqu'à une reprise partielle qui a souvent laissé de côté ceux qui étaient les plus éloignés de l'école et a largement entériné les inégalités territoriales : à la réouverture des écoles primaires, 10% des enfants du 93 ont été scolarisés, contre 50% des petits Bretons... ce qui est d'autant plus préoccupant que le niveau scolaire des premiers est déjà beaucoup plus bas que celui des seconds !

« Le ministère a quasiment abandonné toute ambition nationale et a laissé jouer les déterminismes sociaux et les inégalités entre les territoires »

Ensuite, on a laissé les municipalités et les départements, avec les directeurs et chefs d'établissements, gérer comme ils le pouvaient la contradiction entre l'injonction faite aux familles d'envoyer leur enfant à l'école et un protocole sanitaire qui ne permettait pas de les accueillir. Le ministère a quasiment abandonné toute ambition nationale et a laissé jouer les déterminismes sociaux et les inégalités entre territoires : cela a considérablement creusé les écarts. Tout cela a révélé des fractures qu'on connaissait, mais qu'on ne pourra plus faire semblant d'ignorer et sur lesquelles il est temps d'agir.

Mais un autre élément fondamental à mes yeux a aussi été révélé, tant par les modalités de l'enseignement à distance proposées pendant le confinement que par celle de la reprise sur la base du volontariat des familles et en laissant s'atomiser complètement le système : c'est la nécessité de faire de l'école un outil de construction d'un collectif solidaire. Bien loin des songeries scientifiques et des propositions technocratiques qui voulaient laisser croire qu'on pouvait réduire l'enseignement à la délivrance de programmes individuels de travail, strictement adaptés à chaque sujet, dans une logique d'exécution et de concurrence, nous avons redécouvert que l'école, dans sa mission même, devait permettre de créer du lien social et de construire du commun

En ce qui concerne la continuité pédagogique, qu'avez-vous pensé des solutions proposées par le ministère et mises en œuvre par les enseignants ?

La notion de « continuité pédagogique » a été, d'emblée, ambiguë. Au début, elle a pu être comprise par certains enseignants et de nombreux parents comme la garantie que l'école allait continuer comme avant, mais à distance. Le nom même du dispositif du Centre national d'enseignement à distance (Cned), « Ma classe à la maison », pouvait laisser penser que l'on « transplantait » tout simplement l'école dans la famille. Cela s'est vite avéré illusoire : impossible de poursuivre une progression collective et d'assurer un suivi individuel à travers les outils numériques. Et pas seulement en raison de l'inégalité des conditions matérielles de travail de chaque enfant ou de l'imperfection des outils numériques, mais parce que l'activité

pédagogique elle-même est incompatible avec la dispersion et la segmentation de l'enseignement à distance.

L'école, en effet, n'est pas seulement un « espace-temps » pour apprendre, c'est un lieu pour « apprendre ensemble », un lieu où l'on respecte les singularités, mais un lieu, aussi, où l'on accède au « commun » : à des savoirs communs et, simultanément, à des règles communes qui permettent de travailler ensemble et de « faire ensemble société ». Une classe n'est pas réductible à une juxtaposition d'interventions individuelles, aussi ajustées soient-elles. Les apprentissages comportent une dimension sociale et ne peuvent, en aucun cas, être totalement « individualisés », même avec des procédures standardisées, « validées » par la recherche « scientifique ». La classe est un espace symbolique où la figure tutélaire du maître incarne l'exigence de précision, de justesse et de vérité mais garantit aussi que chacune et chacun est appelé au partage des savoirs. Et cette garantie s'exprime au quotidien par chaque geste de l'enseignant, par sa manière d'habiter, au sens propre et au sens figuré, l'institution.

« Les enfants et les adolescents ont besoin d'un collectif incarné pour se sentir impliqués et s'engager dans une activité »

Certes, on peut imaginer que « quelque chose » de cela peut exister à travers des dispositifs à distance, mais, de toute évidence, avec une sélection sociale et psychologique particulièrement sévère. Et, même pour ceux et celles qui surnagent ainsi, une dimension manque incontestablement : les enfants et les adolescents ont besoin d'un collectif incarné pour se sentir impliqués et s'engager dans une activité. La coopération n'est pas seulement un bel idéal, c'est une nécessité vitale que nous devons mettre au cœur de l'éducation et de l'école. Nous avons besoin, pour cela, de développer l'entraide entre élèves, les travaux de groupes, la réflexion collective (avec, en particulier, des « ateliers philo ») et aussi tous les dispositifs qui ressemblent au « conseil » dans la pédagogie Freinet : des rencontres, organisées en amont, où tous les élèves peuvent s'exprimer sur ce qu'ils vivent et faire des propositions qui sont soumises au groupe. Certains enseignants ont tenté de le faire, tant bien que mal, pendant la période du confinement. Il ne faudra pas oublier que c'est ce qui a le plus manqué à tous nos élèves. Ce devra être une priorité au moment de la reprise.

En quoi la construction de ce collectif vous apparaît-elle si importante précisément aujourd'hui ?

Parce que nous vivons sur un implicite idéologique que la crise sanitaire a, tout à la fois, mis à jour et renversé : le fait qu'un collectif ne serait qu'un ensemble d'individus juxtaposés. Je sais bien que nul ne disait explicitement cela, mais tout se passait comme si nous validions cela en permanence : les stratégies individuelles, en matière scolaire, comme en matière de santé ou de culture étaient considérées comme porteuses de progrès pour tous. C'était l'idéologie des « premiers de cordée », des « gagnants » et des « start-up », l'exaltation de la sélection par l'entrepreneuriat et le mérite individuels. Au bout du compte, la notion de « bien commun » (au singulier et au pluriel) n'était plus, dans la société, qu'un cache-sexe... Tandis que celle de coopération ne parvenait pas à s'imposer dans les pratiques pédagogiques ordinaires.

« L'idée que la juxtaposition d'individus, chacun derrière leur écran, pourrait constituer l'équivalent d'un collectif concret est trompeuse. »

On dira : c'est fini maintenant ! La crise a mis en évidence notre profonde solidarité et nous entrons dans une ère nouvelle. Est-ce si sûr ? Que penser, par exemple, de l'éloge du télétravail qui serait amené à se pérenniser pour le plus grand bien de tous ? Il y a, sans doute, des formes de collaboration possible dans le télétravail, mais l'idée que la juxtaposition d'individus, chacun derrière leur écran, pourrait constituer l'équivalent d'un collectif concret est trompeuse : dans le télétravail, l'activité risque d'être de plus en plus prescrite, avec des protocoles standardisés, et, surtout, chacun est dans son tube : le cadre ne rencontre plus la femme de ménage. L'altérité passe sous les fourches caudines du numérique : vous êtes dans un clan, assigné à la rencontre du même et à la reproduction de ce que vous avez déjà fait : « Vous avez aimé... vous aimerez (la même chose) », disent les sites d'achat. Tout le contraire de l'ambition de l'école républicaine où l'on rencontre ceux et ce que l'on ne connaît pas !

Comment, à votre avis, va se passer la rentrée de septembre ?

Il est encore trop tôt pour savoir quelles seront les conditions sanitaires dans plus de trois mois. Mais je crains qu'il faille se préparer à une rentrée hors-norme. Et je ne voudrais pas que l'alliance de l'improvisation et de la technocratie nous amène à de nouvelles absurdités. Il n'est absolument pas envisageable, à mes yeux, même si le protocole sanitaire à appliquer est sensiblement le même que celui d'aujourd'hui, de ne laisser venir à l'école que les enfants des parents volontaires : ce serait un recul démocratique sans précédent.

Il ne serait absolument pas acceptable, non plus, d'imposer aux professeurs de systématiser l'enseignement à distance, comme a pu, à un moment, le laisser entendre le ministre. Et, bien sûr, je ne voudrais pas qu'on en profite pour externaliser l'éducation artistique et l'EPS, au risque immense de renforcer les inégalités entre les territoires et de dessaisir les enseignants de ces domaines essentiels. A cet égard, la pérennisation du dispositif 2S2C (Santé, sport, culture, citoyenneté)¹ qui réduit, de fait, les prérogatives de l'école et renvoie des activités essentielles aux seules responsabilités locales serait extrêmement grave !

Si les conditions sanitaires ne permettent pas de revenir à une scolarisation de tous les élèves à temps plein, le plus raisonnable serait sans doute d'allier une présence obligatoire à l'école, éventuellement en utilisant un système de roulement, avec un complément à distance, et cela pour tous les élèves. Il me paraît absolument essentiel que tous les élèves soient scolarisés de la même manière dans la même école !

Mais une telle formule exigera un travail pédagogique de conception et de mise en place considérable de la part des enseignants et des équipes éducatives. Il faut anticiper ce travail dès que possible avec les collectivités territoriales et par une concertation approfondie avec les organisations syndicales, une réflexion avec les mouvements pédagogiques et une recherche d'articulation optimale avec le Cned et le réseau Canopé. Il faudra aussi donner du temps aux équipes pour s'organiser : pas question de se limiter à une journée de prérentrée ! Il faut repousser la rentrée d'une dizaine de jours au moins pour que, dans toutes les écoles, dans tous les établissements scolaires, on puisse, non seulement organiser matériellement l'accueil des élèves, mais aussi préparer leur prise en charge pédagogique.

« Aux injonctions et à l'autosatisfaction, il faut substituer une mobilisation collective et une vraie confiance dans les personnes »

Il est temps que le ministère et la hiérarchie scolaire changent radicalement d'attitude : aux injonctions et à l'autosatisfaction, il faut substituer une mobilisation collective et une vraie confiance dans les personnes. Il faut renverser la pyramide. L'essentiel, c'est ce qui se joue entre le maître et les élèves : il faut partir de là. Et se mettre au service de cela. Avec plus d'humilité et de souci d'accompagnement que de prétention à occuper les médias pour donner à l'opinion publique le sentiment que « tout est sous contrôle ». Les enseignants n'en peuvent plus d'être « sous contrôle » !

Et, plus généralement, dans quel état d'esprit croyez-vous que les choses vont reprendre ? Aura-t-on tiré les enseignements de la crise pour repenser la mission même de l'école ?

Je crains plus que tout qu'après quelques mois où l'école se sera faite à distance et de manière perlée, nous assistions à une forme de « productivisme scolaire » : des parents anxieux et une hiérarchie inquiète peuvent pousser les enseignants à « courir après le programme » et à chercher absolument à « rattraper le retard ». On risque, plus que jamais, de se crispier sur une vision étroite des « fondamentaux » (lire, écrire, compter, mémoriser tout ce qu'il faut pour réussir les contrôles et examens). Nul doute, d'ailleurs, que les « EdTech » et toutes les officines privées de soutien scolaire surfent sur la vague et multiplient les propositions alléchantes pour garantir, moyennant finances, la réussite scolaire !

« Après le bouillonnement intellectuel sur « le monde d'après », l'école ne doit pas être une manière de « revenir aux choses sérieuses », aux choses qu'on apprend sans réfléchir ni discuter »

Or, cela se fera évidemment au détriment de la dimension proprement culturelle de la transmission, de la réflexion sur les questions fondatrices qui donnent sens au savoir scolaire, tant dans le domaine scientifique qu'artistique et qu'il revient aux enseignants de mobiliser. Il ne faudrait pas qu'après une période où nos enfants auront pu percevoir un bouillonnement intellectuel sur « le monde d'après », l'école apparaisse comme une manière de « revenir aux choses sérieuses », c'est-à-dire aux choses qu'on apprend sans réfléchir ni discuter. Il ne faudrait pas, non plus, qu'après un moment qui a fait apparaître des interrogations existentielles fortes, l'école sacrifie l'éducation artistique et culturelle, au prétexte que ce n'est pas là l'essentiel et qu'il faut maintenant « cravacher » pour se remettre à niveau.

Nos enfants auront, en effet, plus que jamais besoin de l'art et de la culture qui permettent de se construire des images pour « panser » et penser leurs angoisses, fabriquer du « commun » tout en respectant les singularités. Il faudra donc veiller, dans le cadre des enseignements eux-mêmes, à ménager des rencontres avec le vivant, l'inachevé, l'imprévu... et ne pas se contenter de transmettre des « savoirs fossiles » dans ce que le pédagogue Paulo Freire appelait une « pédagogie bancaire » tandis qu'à côté les élèves continueront à consommer les standards de Netflix. Méfions-nous donc plus que jamais de ce qui ferait perdre tout son sens à l'École : la séparation entre des « fondamentaux » que les enseignants seraient chargés de transmettre au forceps et la culture, littéraire et scientifique, artistique ou physique, qui serait externalisée et tributaire des initiatives locales.

Pourquoi cette dimension culturelle est-elle si importante à vos yeux pour notre avenir ?

Parce qu'elle est profondément subversive, au meilleur sens du terme : elle permet de se reconnaître dans l'objet artistique ou culturel sans être violé dans son intimité. Elle offre une médiation infiniment précieuse pour se relier aux autres, bien loin du narcissisme des techniques du « développement personnel » qui font florès aujourd'hui et prétendent soigner l'individu alors qu'elles l'enferment dans son individualisme. Ne doutons, en effet, que le « marché du bien-être » cherche à tirer profit de la situation et, avec l'appui de nombreux médias, offre une solution néolibérale à la crise au risque de saper en profondeur les tentatives de construire des solidarités.

« Les médias montrent une réalité à laquelle il faut se résigner ; notre éducation doit les amener à interroger, questionner, interpeller pour constater que rien, jamais, n'est définitivement joué »

Contre cette tentation, je crois à la vertu d'une éducation authentiquement émancipatrice. Quand la société marchande fait miroiter à nos enfants un monde-magasin offert à leurs caprices, nous devons leur faire découvrir un monde-trésor, un espace de recherche fabuleux offert à leur curiosité. Quand les médias leur montrent une réalité qui fascine, sidère ou terrorise et à laquelle il faut se résigner, notre éducation doit les amener à interroger, questionner, interpeller pour constater que rien, jamais, n'est définitivement joué. Quand, partout, on leur susurre à l'oreille qu'ils ne peuvent trouver leur plaisir que dans la consommation effrénée de l'épuisable, notre éducation doit démontrer, au quotidien, que le vrai plaisir est dans le partage de l'inépuisable : les œuvres d'art et de culture, les connaissances et les savoirs, la transmission et la création... tout ce qui peut se multiplier à l'infini puisque chacune et chacun, en y accédant, n'en prive personne et que quiconque y accède peut le partager autant qu'il veut avec autrui...

Et c'est bien là, j'en suis convaincu, le nœud culturel, anthropologique même, de la « révolution » qui nous sauvera peut-être...

1. Dispositif qui permet aux communes de proposer, sur le temps scolaire, des activités sportives ou culturelles à destination des enfants qui ne peuvent être accueillis à l'école